

Ukraine, Russie, Syrie... Appréhender l'échiquier mondial



Par Claude Janvier

Afin de comprendre à quoi sert le conflit ukrainien, il est nécessaire de comprendre les enjeux politiques, économiques et surtout qui tire les ficelles.

Relater tous les jours la guerre, comme font la plupart des journalistes des médias mainstream en mal de gros titres et de sensations fortes, n'apporte aucune compréhension des véritables faits. Une minorité de politologues, d'écrivains et d'enquêteurs diffusent de très bonnes analyses, relayées dans les médias libres. S'informer est donc toujours possible, à condition de le vouloir et de reléguer les diffusions lénifiantes et soporifiques des journaux télévisés, de BFMTV et du reste du PAF – paysage audio visuel français –, à sa juste place qui est : la poubelle.

Malheureusement, la réalité est tout autre. La grande majorité des gens, hypnotisée et scotchée quotidiennement devant leur écran de télévision, sont devenus des machines à gober la propagande. Le drapeau ukrainien flotte en haut à gauche des écrans TV, les artistes condescendants se mobilisent, les larmes de crocodile coulent à flots, les mairies font retentir les sirènes, et la Tour Eiffel s'est vue parée des couleurs bleue et jaune, grâce à Anne Hidalgo. La même qui avait fait éteindre le symbole de la France, le jour où Alep a été libérée. Sans commentaires...

À part la valeur pédagogique débouchant sur le fait que beaucoup de gens ont appris à quoi ressemblaient les couleurs du drapeau ukrainien, l'esbroufe et le bourrage de crâne sont totaux.

Dons pour l'Ukraine, pétitions en lignes, sollicitations dans les magasins, la machinerie humanitaire a enclenché le turbo et l'injection. L'Union européenne vibre à l'unisson ! Que c'est beau !

Nous aurions souhaité et nous espérons toujours la même ferveur intense, le même élan de fraternité, la même communion pour les massacres qui perdurent au Yémen (377 000 morts), au Donbass (15 000 morts), en Syrie (entre 400 000 et 500 000 morts) et en Irak (500 000 morts).

Mais rien, pas une ligne ou presque, pas de drapeaux qui s'agitent, pas d'artistes bobos déblatérant leurs compassions niaiseuses et sirupeuses, pas de BHL en visite, – notre grand reporter de guerre, mais en studio –, pas de dons, pas de soutien, pas d'élan fraternel, rien. Le néant total. Pire, à en croire la télévision à l'époque de l'invasion de l'Irak par les USA et la coalition internationale, il n'y aurait eu que des « *frappes chirurgicales* ». Quelle ignominie !

La présence des bataillons nazis présents en Ukraine, totalement adoués par le président ukrainien et son gouvernement, est minimisée par la « grande presse », dans une complaisance crasse. Face à l'ignoble, la tolérance de la presse semble tellement surréaliste qu'on aurait du mal à y croire. Et pourtant, le cauchemar propagandiste a enclenché les turboréacteurs. À partir du moment où la presse mainstream en parle, gardez à l'esprit que la vérité est ailleurs et que c'est sujet à caution. Personne ne relate qu'il y a, peu ou prou, 102 000 paramilitaires dans l'armée ukrainienne ! – Wikipédia, Guerre en Ukraine –

Mais revenons brièvement à la situation en Ukraine et au Donbass.

L'Ukraine est, depuis le coup d'État de 2014, sous la coupe d'opérations étasuniennes, faisant avancer l'alliance militaire de l'OTAN qui est très hostile à la Russie. Ce vaste pays est devenu l'ennemi public n° 1 des USA et de ses vassaux. La péninsule de Crimée avec la base russe de Sébastopol est dans le viseur de l'OTAN.

La population de Crimée n'a jamais voulu faire partie de l'Ukraine. Un référendum fut organisé et une écrasante majorité de Criméens a voté pour le retour en Russie, dont ils avaient été séparés par une décision autocratique de Khrouchtchev en 1954. Bien entendu, les propagandistes occidentaux ont dénoncé cette « invasion russe », qui relève du fantasme le plus abject.

Quant à la région du Donbass, composée des provinces de Donetsk et Lougansk, les habitants, consternés par le coup d'État de 2014 et par les menaces de perdre leur esprit patriotique envers la Russie, ont proclamé leur indépendance. Depuis, l'enfer s'est abattu sur eux, et les bombardements successifs par le gouvernement ukrainien depuis 2014 ont fait plus de 15 000 morts.

Le protocole de Minsk signé le 5 septembre 2014 par les représentants de l'Ukraine, de la Russie, de la République populaire de Donetsk (DNR) et de la République populaire de Lougansk (LNR) était destiné à mettre fin à la guerre en Ukraine orientale. L'accord était centré sur un cessez-le-feu immédiat dans la région du Donbass, et demandait de procéder au retrait du territoire ukrainien des formations armées et du matériel militaires illicites, ainsi que des combattants irréguliers et des mercenaires. Traduisez les bataillons néonazis.

Cet accord n'a jamais été respecté par les présidents successifs ukrainiens depuis le début et la région du Donbass vit l'enfer depuis 8 ans. Outre le

fait que la Russie ne pouvait pas accepter que des missiles de l'OTAN soient braqués vers Moscou depuis l'Ukraine, la diplomatie était bel et bien au point mort. Le président Poutine a donc pris une décision très difficile, à savoir de régler le problème. On peut le blâmer, on peut l'encenser, on peut le critiquer, mais les enjeux, comme nous allons le découvrir, sont loin d'être simples. Il y a une grande différence entre « *celui qui fait la guerre, et celui qui crée le piège pour que la guerre se fasse* ». Citation à méditer.

Il est avant tout nécessaire de comprendre qu'il y a trois grands courants qui dirigent la Terre :

1) Une oligarchie financière « *libérale* », la plus puissante et la plus riche. Elle est composée de politiciens, industriels, financiers, et patrons de médias, se trouvant dans le clan des démocrates américains incarné en ce moment par Joe Biden, de la City de Londres, du Canada de Justin Trudeau, de la majorité de pays de l'UE dont la France, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et d'Israël.

Leurs valets obéissants et ultra-friqués tels que Bill Gates, George Soros, et les GAFAM – Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft – s'assurent de la propagande, du noyautage des états et de la censure.

2) Une oligarchie financière « *impérialiste* » à tendance nationaliste-populiste, devenue au fil du temps un challenger sérieux et dangereux pour l'autre faction, composée aussi de politiciens, d'industriels et de financiers, se trouvant dans le clan des républicains américains incarné par Donald Trump, de la Chine de Xi Jinping, de la Russie de Vladimir Poutine, du Brésil de Jair Bolsonaro, du Venezuela de Nicolas Maduro, et de la Hongrie de Victor Orban.

3) Et le reste des pays qui ne veulent pas prendre parti entre les deux, penchant tantôt pour un courant, tantôt pour l'autre, tout dépend des alliances, investissements et contrats économiques.

Les dirigeants des États-Unis, à l'abri dans leur arrogance en tant que « *nation indispensable* », n'ont pas de respect pour les autres pays du monde. Il ne faut pas oublier que depuis leur création, les USA sont en guerre contre un ou plusieurs pays.

Il est évident que la Russie représente un bloc que les USA doivent harceler constamment afin de la faire plier. Depuis le Kosovo et l'ex-Yougoslavie – ou je le rappelle il y avait des camps d'entraînements de djihadistes pour aller combattre en Syrie – les USA veulent faire plier, entre autres, la Russie et s'assurer d'avoir la main mise totale sur tous les pays de l'UE.

Le conflit actuel par l'Ukraine interposée est un épisode majeur de l'affrontement entre la faction libérale – USA, UE – et la faction impérialiste-populiste – Russie, Chine –

L'Ukraine est bien loin d'être dirigée par des altruistes. En effet, qui a entendu parler de la loi n° 38 sur les peuples autochtones votée le 1er juillet 2021 ? En substance, cette loi interdit aux Slaves – Russes et Hongrois – de parler leur propre langue. En finalité, les Slaves ne sont plus protégés en Ukraine et sont considérés comme des sous-hommes. C'est la première loi raciale votée en Europe depuis 77 ans. Allo BHL ?
<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1616-20#Text>

Quelle est donc la relation entre la situation en Ukraine et en Syrie ? Tout d'abord, il est nécessaire de comprendre brièvement comment et pourquoi la guerre en Syrie a commencé. Depuis 2010, il apparaît qu'il existe des réserves énormes de gaz et de pétrole dans les eaux au large de la Grèce, de la Turquie, de Chypre et de la Syrie. Israël exploite les réserves de gaz et de pétrole syrien du plateau du Golan annexé depuis 1981 à la Syrie.

Selon des informations du journal libanais Al-Akhbar publiées en 2012, les Qataris avaient un plan, approuvé par l'administration Obama, pour construire un gazoduc qatari pour transporter le gaz vers l'Europe via la région syrienne d'Homs.

Ce gazoduc terrestre aurait démarré au Qatar, traversé l'Arabie Saoudite, puis la Jordanie, en évitant l'Irak pour arriver à Homs en Syrie, d'où il aurait bifurqué dans trois directions : Lattaquié sur la côte syrienne, Tripoli au nord du Liban, et la Turquie, afin de casser le monopole gazier russe en Europe et d'éviter un fret maritime plus long, plus coûteux et plus dangereux.

Le Président, Bachar el Assad n'a pas été d'accord et il a signé avec la Russie, le 25 décembre 2013, son premier accord de prospection pétrolière et gazière dans ses eaux territoriales. Le Président Bachar el Assad a dit non au pillage étasunien de ses ressources pétrolières.

La Syrie posséderait les plus grandes réserves de pétrole off-shore en Méditerranée, avec 2,5 milliards de barils, soit les plus importantes de tous les voisins à exception de l'Irak.

Tout au long de dix années de guerre meurtrière, de 2010 à 2020, les gouvernements des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, de la Turquie, etc., ont soutenu, financé et armé des groupes et organisations de terroristes multinationaux de multiples allégeances et de diverses casquettes, ainsi que des milices séparatistes à leurs ordres. Ils ont délibérément mené des agressions militaires unilatérales et tripartites contre la République arabe syrienne, occupé certaines parties de son territoire, commis des meurtres et des destructions, procédé à des déplacements et à des changements démographiques, pillé ses richesses naturelles et historiques dont le pétrole, le gaz, les cultures agricoles et les antiquités, brûlé et détruit tout ce qu'ils n'ont pu voler, imposé toujours plus de mesures coercitives unilatérales au peuple syrien.

Vous n'avez jamais été informé par les médias que le 31 mai 2020, la

République arabe syrienne a adressé une plainte officielle au Secrétaire général des Nations Unies et au président du Conseil de sécurité contre les gouvernements de certains États membres, au premier rang desquels les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et la Turquie. Objet : « *Mettre un terme aux ingérences hostiles d'États étrangers dans les affaires intérieures de la République arabe syrienne et engager tous les États membres à s'abstenir de toute pratique visant à saper l'indépendance et la poursuite du processus politique.* »

Le plan, élaboré depuis plus de 20 ans, consistait à déstabiliser durablement la Syrie en commençant par renverser – préalable impératif – le régime de Damas. Les Occidentaux, qui jouent en façade le rôle qu'Israël joue en coulisse, vont donc insister lourdement pour que la Syrie tombe.

Les Occidentaux de ce fait, et derrière eux l'oligarchie financière mondiale « *libérale* », tentent par tous les moyens, depuis 2011, de faire tomber le régime syrien en multipliant les provocations, la guerre civile, les menaces, les mesures de rétorsion et les attaques sous faux drapeau.

Pour l'instant, et heureusement pour le bien de tous, la coalition internationale est mise en échec en Syrie. Mais, bien entendu, la faction oligarchie « *libérale* » essaye par tous les moyens d'arriver à ses fins. Pour cela, il faut faire plier la Russie. Et l'accès se nomme : l'Ukraine.

Depuis fin 2013, la Russie est l'ennemi du monde occidental, accusée de tous les maux : de vouloir faire la guerre un peu partout, d'être homophobe, raciste et antidémocratique, et de multiplier de prétendues tentatives de déstabilisation en tous genres (cyberattaques, ingérence dans les élections américaines en novembre 2016, etc.).

Pourquoi ? Parce qu'elle a bloqué la troisième guerre mondiale, parce qu'elle n'obéit pas au bloc « *libéral* », parce qu'elle est la championne du clan national-populiste, parce qu'elle est la seule capable de résister physiquement à l'oligarchie libérale (militairement et économiquement grâce à son rapprochement avec la Chine, autre puissance à tendance impérialiste), et donc parce qu'elle contrarie fortement l'accomplissement du plan !

Voilà donc à quoi sert l'Ukraine : à tenter d'inféoder la Russie à l'oligarchie financière « *libérale* » et à la faire plier sur le dossier syrien. Voilà ce qui se négocie en sous-main. Si c'est bien le cas, on le saura vite, soit par l'ouverture d'un nouveau conflit en Syrie, soit par une impossibilité de solutionner le conflit ukrainien.

Au sommet de Genève – juin 2021 –, le président Joe Biden avait reconnu la défaite de son pays en Syrie. Il s'était engagé à ne plus intervenir dans ce pays et avait reconnu que ce pays était protégé par la Russie. Engagement non tenu, car les forces américaines sont toujours omniprésentes en Syrie. Identiquement, il avait accepté la mise en service du gazoduc Nord Stream 2 avec un prix du gaz légèrement supérieur à celui pratiqué habituellement par la Russie à titre de dommages de guerre.

Il est à noter qu'il y a une reprise depuis le début d'année 2022 d'évènements graves en Syrie :

- L'attaque d'une prison tenue par des mercenaires kurdes en zone illégalement occupée par les États-Unis où se trouvaient des djihadistes, en janvier 2022, serait la première étape du plan de recrutement US.
- L'élimination du calife de Daech, Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurashi, par un commando US, le 3 février 2022, a permis de placer à sa succession un chef plus docile.
- Une réunion, présidée par l'ancien président du Conseil des ministres syriens Riad Hijab et des responsables de la Confrérie des Frères musulmans, a donné lieu le 5 février 2022 au Qatar, à une répartition des rôles entre différents groupes djihadistes et des think tanks US.
- Des centaines de personnes se sont rassemblées le vendredi 11 février 2022 à Soueïda, grande ville du sud de la Syrie, pour réclamer de meilleures conditions de vie. Les manifestants se sont rassemblés pour le cinquième jour d'affilée dans cette ville, après que les autorités aient retiré par erreur 600 000 familles inscrites au programme de subventions, rapporte l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), basé au Royaume-Uni et disposant d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Nous assistons plus à une émotion populaire par rapport aux conditions de vie plutôt qu'à un mouvement révolutionnaire comme il y a pu avoir en 2011. Quoique le noyautage est toujours possible. Il faut comprendre que la situation économique en Syrie est vraiment catastrophique. À cause de l'embargo américain, il y a peu ou pas d'électricité, pas de fuel pour le chauffage, le pain est rationné, les salaires y sont misérables, quand vous avez la chance d'en avoir un...

- Selon le SVR (Service de renseignement extérieur russe), la CIA serait en train de renouer – depuis février 2022 – avec les djihadistes au nord de la Syrie. Elle en recruterait pour mener des attaques sporadiques contre l'Armée arabe syrienne.

En conclusion, l'issue du conflit ukrainien et du conflit syrien permettra, je l'espère, une redistribution des cartes. Jusqu'à présent, la majorité de la planète était sous domination unipolaire, celle de l'oligarchie financière « *libérale* ». La résistance de la Russie et de la Syrie permet d'entrevoir le basculement vers un monde multipolaire où les peuples, enfin, pourront prospérer sans l'influence néfaste de la caste de va-t-en-guerre étasunienne.

La Syrie détient la clé du Moyen-Orient, et avec la Russie, ces deux nations détiennent les clés d'un avenir plus clément pour la souveraineté des peuples.

Claude Janvier

Écrivain, essayiste. Auteur de trois livres « *coups de gueule* ». Co-auteur avec Jean-Loup Izambert des livres « Le virus et le président ». IS édition. À paraître bientôt, avec les mêmes auteurs : Covid-19 : « Le bilan en 40 questions ». IS édition

Parution de « Le virus et le Président » de Jean-Loup IZAMBERT et Claude JANVIER